

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**Mission de commissariat aux comptes  
N° 25-M-S3V-044**

**Lot 4 – Mission de commissariat aux comptes pour les  
besoins de la CCI des Alpes de Haute Provence  
exercices comptables 2026 à 2031**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**

# SOMMAIRE

<u>ARTICLE PREMIER : DISPOSITIONS GENERALES</u>	<u>3</u>
1.1 – PREAMBULE	3
1.2 – COMPETENCE ET INDEPENDANCE DES CABINETS	3
1.3 – OBJET DU MARCHE	3
<u>ARTICLE 2 – NATURE ET DETAIL DES PRESTATIONS</u>	<u>3</u>
2.1 – MISSION DE COMMISSARIAT AUX COMPTES – <b>PARTIE FORFAITAIRE</b>	3
2.2 – CALENDRIER ET LIVRABLES	4
2.3 – VOLUME HORAIRE	4
2.4 – MISSION DE COMMISSARIAT AUX COMPTES - <b>PARTIE A BONS DE COMMANDE</b>	4
<u>ARTICLE 3 : PERIMETRE DE LA MISSION DE COMMISSARIAT AUX COMPTES</u>	<u>6</u>
3.1 – PERIMETRE DES COMPTES SOCIAUX DE LA CCI DES ALPES DE HAUTE PROVENCE	6
<u>ARTICLE 4 : CONTENU DE LA LETTRE DE MISSION</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 5 : OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE DU MARCHE</u>	<u>6</u>
5.1 – OBLIGATIONS LIEES A L’EXERCICE DU MANDAT DE COMMISSARIAT AUX COMPTES	6
5.2 – DESIGNATION D’UN SUPPLEANT	7

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

## Article premier : Dispositions générales

### 1.1 – Préambule

En vertu de l'article L823-2 du Code de Commerce, la Chambre de Commerce et d'Industrie des Alpes de Haute Provence (CCIAHP) doit avoir un commissaire aux comptes.

La désignation d'un commissaire aux comptes suppléant devra se faire au titre de la présente consultation, et dans les conditions prévues à l'article L. 823-1-II du code de commerce, lorsque notamment le commissaire aux comptes désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle.

Il est précisé que le commissaire aux comptes en exercice est le **cabinet A.C.N. AUDIT.** portant sur les exercices 2020 à 2025.

### 1.2 – Compétence et indépendance des cabinets

Les cabinets candidats attestent que les associés signataires sont inscrits en qualité d'experts comptables et de commissaires aux comptes. Ils prennent l'engagement de respecter l'ensemble des conditions destinées à assurer leur indépendance, telle qu'énoncées dans la circulaire n°2374 du 25 août 1995, en application des articles 220 et 221 de la loi n°66-537 du 24 juillet 1966.

Les cabinets attestent également que conformément au Décret n°2005-1412 du 16 novembre 2005, ils n'ont pas établi ou fourni, dans les deux ans qui précèdent, des évaluations comptables, financières ou prévisionnelles ou, dans le même délai, n'ont pas élaboré des montages financiers sur les effets desquels ils seraient amenés à porter une appréciation dans le cadre de leur mission.

Ces dispositions s'appliquent également, pour une prestation faite par le réseau auquel ils appartiennent, relative à du conseil, portant sur des documents, des procédures, des évaluations ou des prises de position en matière comptable et financière de nature à affecter leur appréciation ou de les mettre en situation d'auto-révision.

### 1.3 – Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) concernent :

**la mission légale de commissariat aux comptes de la CCI des Alpes de Haute Provence pour les exercices 2026 à 2031.**

Cette mission porte sur les 6 exercices comptables, du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2031.

Lieu d'exécution : Alpes de Haute Provence.

La mission de commissariat aux comptes de la CCI des Alpes de Haute Provence a pour objectif principal de certifier que les comptes sociaux sont réguliers, sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et patrimoniale de la CCI des Alpes de Haute Provence à la fin de cet exercice.

## Article 2 – Nature et détail des prestations

### 2.1 – Mission de commissariat aux comptes – Partie forfaitaire

La partie forfaitaire de la mission comprend :

- La certification des comptes sociaux,

#### ➤ **La certification des comptes sociaux**

Elle ne porte que sur les aspects purement comptables, et n'exige aucun jugement sur l'opportunité des décisions de gestion ni de l'exécution du budget (comparaison prévisionnel / exécuté).

Il convient de rappeler la loi 2010-853 du 23 juillet 2010 relative à la réforme du réseau des chambres de commerce et d'industrie et de son décret d'application 2010-1463 du 1<sup>er</sup> décembre 2010 : « *Les agents de droit public sous statut employés par les Chambres de Commerce et d'Industrie Territoriales, à l'exception de ceux employés au sein de leurs services publics industriels et commerciaux sont transférés à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Région, qui en devient l'employeur, au 1<sup>er</sup> janvier 2013* ».

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, le personnel est remis à disposition de la CCI des Alpes de Haute Provence par la CCIR PACA et refacturé tous les mois. Le volume et le nombre d'agents concernés sont indiqués à l'article 3 du présent CCTP.

Compte tenu de ces éléments, dans le cadre de la mission de commissariat aux comptes pour la CCI des Alpes de Haute Provence, les travaux sur le cycle du « personnel » sont hors périmètre de l'audit des comptes.

#### **Répartition des travaux et organisation de mission**

La répartition des cycles s'opère en amont de la mission et permet une appréciation distincte de la répartition des travaux. Cette répartition sera régulièrement modifiée.

En outre, il est demandé au titulaire du présent marché de préparer et de participer aux réunions suivantes :

- Réunions de synthèses avec la Directrice Générale, le contrôleur de gestion, la superviseure comptable et facultativement le trésorier pour chaque phase de la mission (Conclusions « Intérim » et « Final » à présenter par les CAC).
- Commission des Finances
- Assemblée Générale.

Ces réunions s'inscrivent dans le processus de clôture des comptes annuels de la CCI des Alpes de Haute Provence.

#### **2.2 – Calendrier et livrables**

A titre indicatif, le calendrier des interventions est le suivant :

- Rédaction et validation de la lettre de mission
- Cadrage et planification de la mission au 31.12.N :
  - Intérim et revue préliminaires Novembre – Décembre N
  - Réunion de synthèse Intérim avec remise d'un rapport détaillé – Décembre N
- Intervention finale :
  - Comptes Sociaux : dernière quinzaine de Février N+1
- Réunion de clôture avec remise d'un rapport détaillé : Avril N+1
- Commission des Finances et remise des rapports : Avril Mai N+1
- Assemblée Générale : avant le 30 Juin N+1.

#### **2.3 – Volume horaire**

Le volume horaire annuel est estimé entre **85 heures** pour le commissariat aux comptes.

#### **2.4 – Mission de commissariat aux comptes - Partie à bons de commande**

La partie à bons de commande de l'accord cadre correspond à la réalisation des prestations suivantes :

- Diligences directement liées (DDL), supports, études et missions diverses : dans le cadre des activités objet du présent marché, il pourra être demandé au titulaire d'effectuer des missions

complémentaires Ces missions feront l'objet d'une application des prix unitaires mentionnées à l'acte d'engagement en fonction du profil nécessaire à la bonne exécution de ces prestations.

- Diligences complémentaires relatives à l'attestation de demandes de remboursement de frais engagés dans le cadre de projets européens. Ces diligences seront réalisées conformément aux normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relatives aux attestations particulières et feront l'objet d'honoraires complémentaires déterminés au cas par cas.

## Article 3 : Périmètre de la mission de commissariat aux comptes

### 3.1 – Périmètre des comptes sociaux de la CCI des Alpes de Haute Provence

#### Organisation des services au 31 décembre 2024

Processus et Activité	Effectifs mis à disposition	Ressources <i>Budget Exécuté</i>
<b>Processus Opérationnels :</b> Services aux entreprises et missions régaliennes Formation	<b>51,5</b> dont 28,91 CDDU	Produits d'activités propres : 623 K€  Ressources Fiscale : 1,8 M€
<b>Processus Supports :</b> Ressources Humaines Budget, Comptabilité et Trésorerie Immobilier et Moyens Généraux Systèmes d'Informations et Télécom Contentieux et Juridique Commercialisation et Marketing Partenariats et Financements Achats, Marchés Communication Audit Interne	<b>19,6</b>	
	<b>71,1</b>	

## Article 4 : Contenu de la lettre de mission

Conformément à la norme NEP-210 homologuée par arrêté du 12 mai 2021 publié au J.O. n° 0113 du 16 mai 2021 (article A. 823-1 du code de commerce), le titulaire rédigera une lettre de mission précisant notamment la répartition des travaux interim, clôture, rapport...etc. avec le commissaire aux comptes.

En précision du point 13 de l'article 06 « contenu de la lettre de mission » :

Il est entendu par « *le budget d'honoraires de la mission de contrôle légal et des autres interventions* » le montant rendu contractuel par l'acte d'engagement du présent marché.

## Article 5 : Obligations particulières du titulaire du marché

### 5.1 – Obligations liées à l'exercice du mandat de commissariat aux comptes

Les prestations sont exécutées personnellement sous l'entière responsabilité du titulaire, qui doit se conformer à la réglementation en vigueur, assurer les diligences directement liées à sa mission de commissariat aux comptes et aux règles de déontologie telles que visées dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Le commissaire aux comptes, ainsi que ses collaborateurs et experts, sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes, renseignements, documents dont ils ont pu avoir connaissance à raison de leurs fonctions et cela dans le respect des dispositions de l'article L.822-15 du Code du Commerce. Ainsi, ces derniers s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations et documents de toute nature, technique, administrative, juridique et stratégique, dont ils auraient eu connaissance dans le cadre de leurs pouvoirs d'information et d'investigation à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Tous les résultats et documents produits dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété exclusive de la CCI des Alpes de Haute Provence, qui en a la libre utilisation. Il en va de même de tous les moyens, documents et supports qui sont mis à la connaissance du titulaire du marché.

Le titulaire du marché déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces mesures ainsi que celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la profession de commissaire aux comptes.

## 5.2 – Désignation d'un Suppléant

Les soumissionnaires doivent désigner dans leur proposition un suppléant dans le seul but de pallier une éventuelle défection du Titulaire.

Le suppléant joindra sa candidature (les pièces figurant au règlement de la consultation ) à l'appui de celle du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article L.823-1 du code de commerce, les commissaires aux comptes suppléants sont appelés à remplacer les commissaires aux comptes titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès de ces derniers.

L'ensemble des dispositions du présent marché s'applique au commissaire aux comptes suppléant dès son éventuelle activité.

Le commissaire aux comptes titulaire a l'obligation de maintenir en place les moyens techniques et humains décrits dans son offre pour assurer l'exécution des prestations pendant toute la durée du marché. Ainsi le commissaire aux comptes suppléant peut pendant toute la durée du marché effectuer les prestations de commissariat aux comptes en cas de défaillance du commissaire aux comptes titulaire. Les fonctions de commissaire aux comptes suppléant appelé à remplacer le commissaire aux comptes titulaire prend fin à la date d'expiration du mandat confié au commissaire aux comptes titulaire sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire. Dans ce dernier cas, le titulaire reprend ses fonctions lorsque l'empêchement a cessé et après la prochaine assemblée qui approuve les comptes de la CCI des Alpes de Haute Provence.

D'autre part, le suppléant désigné ne peut prétendre à aucune rémunération dans le cadre de sa mission de suppléant. En cas de remplacement du titulaire, le suppléant accepte les clauses du présent marché sans y apporter de modification. Les prestations, aussi bien au niveau quantitatif que qualitatif, demeurent identiques dans les conditions établies entre le titulaire et la CCI des Alpes de Haute Provence.